

UN PROFIL SUR LES EXPERIENCES ET LES PRATIQUES DE RECENSEMENT DE LA POPULATION DES PAYS MEMBRES DE L'OCI

1 Introduction

Conformément aux Résolutions de la Deuxième Session de la ComStat-OCI, les membres de cette dernière ont appelé à une Réunion du Groupe d'Experts (EGM) pour définir la structure d'un profil complet qui comprendra toutes les phases pertinentes des recensements et de compiler les différentes expériences et pratiques nationales des Pays Membres de l'OCI.

À cet égard, SESRIC, étant le Secrétariat de la ComStat-OCI, a organisé le "Séminaire sur les Pratiques des Recensements de la Population et de l'Habitat des Pays Membres de l'OCI", ensemble avec la Banque Islamique de Développement (BID), les 6-8 Mars 2013 à son siège à Ankara, Turquie. La réunion a rassemblé des délégués des Offices Nationaux de Statistique (ONS) de 17 Pays Membres, à savoir Afghanistan, Bahreïn, Egypte, Indonésie, Iraq, Malaisie, Maldives, Niger, Pakistan, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Sénégal, Soudan, Turquie, Ouganda, le Yémen et les représentants de la BID, Division Statistique des Nations Unies (UNSD) et la Commission Economique et Sociale pour l'Asie Occidentale (CESAO).

Le Secrétariat de la ComStat-OCI tient à remercier Mme Margaret Mbogoni de la Division Statistique des Nations Unies (UNSD) pour avoir partagé les résultats des Enquêtes de 2009/2010 et 2011/2012 à partir desquels ce profil a été préparé.

Le profil comprend trois sections principales: (i) Les résultats des enquêtes de la Division Statistique des Nations Unies de 2009/2010 et 2011/2012, (ii) Les Conclusions du Séminaire sur les Pratiques des Recensements de la Population et de l'Habitat des Pays Membres de l'OCI, et (iii) Les Réponses des Participants aux Questions de la Session IV du Séminaire: La Voix à Suivre: Vers le Cycle des Recensements 2020 de la Population et de l'Habitat.

2 Présentation Générale

Dans le Cycle de Recensements de 2000 (de 1995 à 2004), 46 Pays Membres de l'OCI, ce qui représente 81% du total des Pays Membres de l'OCI, ont effectué un recensement alors que 11 d'entre eux dont l'Afghanistan, Cameroun, Tchad, Djibouti, Guinée-Bissau, Liban,

UN PROFIL SUR LES EXPERIENCES ET LES PRATIQUES DE RECENSEMENT DE LA POPULATION DES PAYS MEMBRES DE L'OCI

Nigéria, Somalie, Soudan, Togo et Ouzbékistan n'ont pas procédé à un recensement. Au total, 26 pays dans le monde n'ont pas procédé à un recensement dans le Cycle de Recensements de 2000. Compte tenu de ces chiffres, globalement 88% des pays/régions ont effectué leur recensement dans le Cycle de Recensements de 2000. Lorsque le calendrier des recensements des Pays Membres de l'OCI dans le Cycle de Recensements de 2000 est considéré, on observe que le nombre des Pays Membres de l'OCI qui avaient effectué un recensement chaque année jusqu'en 2000 était d'environ 4. En 2000, ce nombre est passé à 6 et y est stagné jusqu'à 2004. En 2004, 9 Pays Membres de l'OCI ont mené leurs recensements du Cycle des Recensements de 2000.

Jusqu'au 1^{er} Février 2013, il y avait 198 pays/régions, dont 37 Pays Membres de l'OCI qui ont effectué un recensement au cours du Cycle de Recensement de 2010, une période qui s'étend du début de 2005 à la fin de l'année 2014. Alors que 30 pays vont réaliser un recensement, soit en 2013 ou en 2014, 7 pays n'ont pas de bulletin de recensement pour le Cycle de Recensement de 2010. Sur ces 30 pays qui vont mener un recensement, 15 d'entre eux sont des Pays Membres de l'OCI, dont 9 procéderont à leur recensement en 2013 et les 6 autres l'effectueront en 2014. Le nombre de Pays Membres de l'OCI ayant mené/vont mener un recensement dans le Cycle de Recensement de 2010 a augmenté de 10 points de pourcentage, passant de 81% à 91%. Globalement, ce chiffre montre une augmentation de 88% à 97% dans le Cycle de Recensements de 2010. Le calendrier des Pays de l'OCI pour la réalisation d'un recensement dans le Cycle de Recensement de 2010 a montré une grande variabilité allant de 2 pays en 2007 à 8 pays en 2010. Si tout se passe comme prévu, l'année record sera 2013, puisque 9 Pays Membres de l'OCI sont censés réaliser leurs recensements. Sur les 7 pays n'ayant pas de calendrier pour un recensement dans le Cycle de Recensement de 2010, 5 d'entre eux sont des Pays Membres de l'OCI, y compris Irak, Liban, Pakistan, Somalie et Ouzbékistan. Jusqu'à présent, au cours du Cycle de Recensement de 2010, la population recensée était environ 6,2 milliard de personnes représentant 89% de la population Mondiale. 7 Pays Membres de l'OCI, qui ont effectué un recensement entre 2009 et 2012, dont le Tchad (2009), Afghanistan (2011), Turquie (2011), Guyana (2012), Niger (2012), Suriname (2012), et Turkménistan (2012) n'ont pas encore annoncé les chiffres définitifs de population. Parmi ceux-ci, l'Afghanistan est en train d'effectuer un recensement décalé qui a débuté en 2011 et sera achevée en 2015.

Sur la base des informations de synthèse sur les enquêtes de 2009/2010 et 2011/2012, fournies par la Division Statistique des Nations Unies (UNSD), et auxquelles ont répondu 34 et 27 Pays Membres de l'OCI, respectivement, ce profil présente une image concise sur les expériences et les pratiques des recensements de la population dans le cycle de recensements de 2010 des Pays Membres de l'OCI.

3 Méthodologie Principale pour la Prise de Recensement

Les résultats des Enquêtes de 2009/2010 et 2011/2012 de la Division Statistique de l'ONU ont montré que les pays ont présenté des changements dans la façon dont ils effectuent des recensements dans le cycle 2010. En comparaison avec le Cycle de Recensement de 2000, il y a une augmentation dans les autres méthodes utilisées dans le Cycle de 2010. Les réponses ont indiqué l'utilisation de sources multiples et multimodes des méthodes d'énumération pour générer/collecter des données de recensement. En outre, sur la base des réponses reçues, on a observé une augmentation dans l'utilisation des technologies améliorées, dans toutes les phases du recensement dans le Cycle de 2010. Les raisons de ces changements comprennent les objectifs (i) de réduire le coût de la prise de recensement, (ii) améliorer la qualité des données, et (iii) améliorer les délais de la diffusion des résultats du recensement.

Dans le Cycle de Recensement de 2010, 25 des 27 Pays Membres de l'OCI (93%) ont effectué un dénombrement plein terrain pour leur recensement de population et de l'habitat. Les 2 autres Pays Membres de l'OCI (7%), d'autre part, ont utilisé des méthodes alternatives, y compris les registres administratifs ou d'autres méthodes. À cet égard, la méthodologie du recensement dominante dans le cycle de 2010 entre les Pays Membres de l'OCI est le dénombrement plein terrain.

4 Utilisation des Autres Sources de Données

Lors du Cycle de Recensement de 2010, 6 Pays Membres de l'OCI ont utilisé les enquêtes annuelles ou autres enquêtes régulières pour générer/collecter les données de recensement. 4 Pays Membres de l'OCI ont utilisé des registres administratifs comme source alternative de données. 4 Pays Membres de l'OCI ont réalisé, à cet effet, des enquêtes par sondage de type ad hoc. 2 Pays Membres de l'OCI ont employé d'autres sources de données. Aucun des Pays Membres de l'OCI, ayant répondu, n'a utilisé des dossiers administratifs préexistants (à

savoir des dossiers de santé, des dossiers scolaires, etc) comme source alternative de données dans le Cycle de Recensements de 2010.

5 Utilisation du Multi-Sources des Données

Au cours du Cycle de Recensements de 2010, certains Pays Membres de l'OCI ne dépendent pas seulement du dénombrement sur le terrain, mais ils ont aussi utilisé des registres administratifs et autres pour générer/collecter des données de recensement. Le dénombrement plein terrain était accompagné par des enquêtes annuelles ou autres enquêtes régulières dans 6 Pays Membres de l'OCI, pour la collecte/génération des données de recensement. 4 Pays Membres de l'OCI ont utilisé des registres administratifs, tandis que 3 Pays Membres de l'OCI ont entrepris des enquêtes par sondage ad hoc et 2 Pays Membres de l'OCI ont utilisés d'autres sources de données en plus du dénombrement sur le terrain. Aucun d'entre eux n'a utilisé des dossiers administratifs existants avec le dénombrement plein terrain. Aussi, 1 Pays Membres de l'OCI a utilisé une enquête par sondage ad hoc avec ses registres administratifs et autres.

6 Méthodes de Dénombrement

Parmi les méthodes de dénombrement, le questionnaire papier par un agent recenseur lors de l'interview face-à-face est le plus populaire, qui a été utilisé par 24 des 27 Pays Membres de l'OCI dans le Cycle de Recensements de 2010. 5 Pays Membres de l'OCI ont utilisé le questionnaire électronique, par un agent recenseur, lors de l'interview en face-à-face. Certains Pays Membres de l'OCI ont également effectué l'auto dénombrement par lequel 5 Pays Membres de l'OCI ont recueilli des questionnaires papier des personnes par les agents recenseurs et 4 Pays Membres de l'OCI ont recueilli des données auto-dénombrés par le biais d'Internet. Alors que 1 Pays Membres de l'OCI a utilisé la téléphonie pour énumérer sa population, 1 Pays Membres de l'OCI a utilisé la méthode de dénombrement fondée sur les registres. Aucun des Pays Membres de l'OCI n'a utilisé les services postaux pour l'auto-dénombrement, les dossiers administratifs préexistants ou d'autres moyens comme une méthode d'énumération pour le Cycle de Recensements de 2010.

7 Utilisation de la Technologie

Le Cycle de Recensements de 2010 a témoigné d'un usage généralisé de la technologie par les autorités de recensement. Sur les 27 Pays Membres de l'OCI qui ont répondu, 20 d'entre eux ont utilisé des systèmes d'information géographique (SIG) pour leur recensement de la population et de l'habitat. L'Internet a été activement utilisé comme une plate-forme de communication pour le Cycle de Recensements de 2010 par 12 Pays Membres de l'OCI. Les dispositifs technologiques utilisés sur le terrain ont comporté des ordinateurs portables (dans 7 Pays Membres de l'OCI), des ordinateurs portables/de poches (dans 3 Pays Membres de l'OCI), et des tablettes (en 3 Pays Membres de l'OCI). Pour traiter les données collectés du recensement, 10 Pays Membres de l'OCI ont employés le codage assisté par ordinateur, 10 d'entre eux ont utilisé des techniques d'imagerie et de dispositifs scanner, 5 d'entre eux ont utilisé la lecture/reconnaissance optique de caractères (OCR), et 4 d'entre eux ont utilisé la lecture/reconnaissance optique de marque (OMR). 3 Pays Membres de l'OCI ont bénéficié d'autres technologies non mentionnées ci-dessus et 1 Pays Membres de l'OCI n'a utilisé aucune des technologies mentionnée.

Sur la base des conclusions extraites de l'Enquête de la Division Statistique de l'ONU 2009/2010, 23 sur 34 des Pays Membres de l'OCI répondant ont bénéficié, dans le Cycle de Recensements de 2010, des cartes numérisées, comme méthode de cartographie de recensement. 27 Pays Membres de l'OCI ont utilisé des systèmes de positionnement global et des SIG pour les recensements. Tandis que 3 Pays Membres de l'OCI ont utilisé la photographie aérienne, l'imagerie satellitaire a été employée par 7 Pays Membres de l'OCI.

18 Pays Membres de l'OCI ont déclaré qu'ils prédisent des économies de coût ou de temps grâce à la nouvelle technologie, alors que 5 d'entre eux ont indiqué qu'ils n'avaient pas prédits de telles économies de coût ou de temps. Quant à l'économie de coût ou de temps en utilisant les nouvelles technologies, alors que 17 Pays Membres de l'OCI répondant ont affirmé une telle économie, 4 d'entre eux ne l'ont pas confirmé.

L'utilisation de nouvelles technologies a permis des économies de temps et une amélioration de la qualité des données pour 18 des 27 Pays Membres de l'OCI. 14 Pays Membres de l'OCI ont indiqué une meilleure couverture, 11 d'entre eux ont réalisé des économies de coûts, et 7 d'entre eux ont connu une augmentation de taux de participation/réponse grâce à l'utilisation

de nouvelles technologies dans le Cycle de Recensements de 2010. Cependant, 8 Pays Membres de l'OCI ont déclaré une augmentation des coûts due à l'emploi de nouvelles technologies pour la prise de recensement. En ce qui concerne les obstacles rencontrés en utilisant les nouvelles technologies, 15 Pays Membres de l'OCI ont déclaré le manque de ressources humaines et d'expertise et 8 d'entre eux ont indiqué le manque de ressources financières.

6 des 27 Pays Membres de l'OCI ayant répondu ont utilisé la sous-traitance de l'utilisation de la technologie dans le Cycle de Recensements de 2010. Environ la moitié des Pays Membres de l'OCI ayant répondu, a indiqué une gestion efficace des contrats, respect des délais, et une intégration de recensement améliorée, tandis qu'environ un tiers des Pays Membres de l'OCI ayant répondu, ont indiqué le respect du budget et la concentration sur le but comme preuves de succès, grâce à la sous-traitance de l'utilisation de la technologie. Pourtant, comme défis de la sous-traitance de l'utilisation de la technologie, un tiers des Pays Membres de l'OCI qui ont répondu, a assisté à des difficultés dans la gestion des contrats et le respect des délais, plus d'un sixième des Pays Membres de l'OCI qui ont répondu, ont confronté des problèmes dans le respect du budget.

8 Diffusion des Données

La méthode principale de diffusion des données a été basée sur les publications papier dans 19 Pays Membres de l'OCI. Dans 4 d'entre eux, des pages web statiques contenant des dossiers HTML, PDF, XLS / X étaient la méthode de diffusion de données primaires. Ce n'est que dans 2 Pays Membres de l'OCI, que la méthode de diffusion de données primaire était des bases de données interactives en ligne dans le Cycle de Recensements de 2010.

9 Collaboration entre les Pays Membres de l'OCI

Dans le Cycle de Recensements de 2010, 10 Pays Membres de l'OCI ont collaboré avec d'autres pays dans la diffusion des données et la conception du questionnaire. 7 d'entre eux ont collaboré dans les nouvelles technologies, 6 d'entre eux dans d'autres méthodes interactives de recensement, 5 d'entre eux en Cartographie, collecte de données, saisie des données, analyse des données, enquêtes des recensements par poste, et 4 d'entre eux ont collaboré avec d'autres pays dans le traitement des données.

10 Succès et Défis dans le Cycle de Recensements de 2010

15 Pays Membres de l'OCI ont indiqué que la mise en œuvre de nouvelles technologies, l'amélioration/le maintien de la qualité des données et l'amélioration de la logistique et de la coordination dans le Cycle de Recensements de 2010 étaient les points de réussite pour eux. 13 Pays Membres de l'OCI ont témoigné de l'amélioration de leur diffusion de données comme un succès, 11 d'entre eux ont indiqué le respect des délais, 10 d'entre eux ont déclaré que le recensement n'a pas dépassé le budget prévu et ont noté une amélioration dans/la maintenance de taux de réponse/participation, et 9 d'entre eux ont souligné que la mise en œuvre de nouvelles méthodes a été un succès atteint dans le Cycle de Recensements de 2010.

En dépit de ces succès dans le Cycle de Recensements 2010, le coût était encore le plus grand défi, comme été souligné par 18 Pays Membres de l'OCI qui ont répondu. 13 Pays Membres de l'OCI ont souligné les délais comme un défi, 10 d'entre eux ont confrontés des problèmes de qualité des données, 8 d'entre eux ont indiqué la perception du public et les taux de réponse, et 3 d'entre eux ont déclaré la confidentialité comme un défi auquel ils ont fait face dans le Cycle de Recensements de 2010.

**Séminaire sur les Pratiques de Recensement de la Population et de l'Habitat des Pays
Membres de l'OCI**

6-8 Mars 2013, Ankara - Turquie

CONCLUSIONS

Conformément aux Résolutions de la Deuxième Session de la ComStat-OCI, les Membres de la ComStat-OCI ont appelé à une Réunion du Groupe d'Experts (EGM) pour être organisée par SESRIC et BID afin de définir la structure d'un profil complet qui comprendra toutes les phases pertinentes du recensement et pour compiler les différentes expériences et pratiques nationales des pays membres de l'OCI, dans le but de lancer des activités de coopération possibles entre les pays membres dans ce domaine.

La réunion en question co-organisé par SESRIC et IDB a rassemblé des délégués des Offices Nationaux de Statistique (ONS) de 17 Pays Membres, à savoir Afghanistan, Bahreïn, Egypte, Indonésie, Iraq, Malaisie, Maldives, Niger, Pakistan, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Sénégal, Soudan, Turquie, Ouganda, Yémen et les représentants de la UNSD et CESA0.

A la fin des délibérations, les participants du séminaire ont adopté les conclusions suivantes:

1. Fournir les données socio-économiques les plus complètes, au niveau de la petite échelle, sur le nombre et les caractéristiques des populations et de leurs situations d'habitat, les recensements sont la principale source statistique pour la plupart des pays, en particulier pour les pays en développement. À cet égard, les recensements sont considérés comme le repère en matière de planification du développement et la base d'échantillonnage pour les enquêtes.
2. Les sources et les répertoires administratifs peuvent être une bonne source d'informations socio-économiques pour les gouvernements et les décideurs politiques, à condition que la qualité et l'exhaustivité des données soient assurées. Pour que les répertoires soient une alternative efficace aux recensements traditionnels, les registres fonctionnels, l'infrastructure technique bien établie, les lois statistiques nécessaires, la confiance du public dans les répertoires et les solutions fiables pour les aspects de sécurité, sont quelques conditions essentielles qui doivent être respectées.

3. L'application des technologies de pointe dans les processus de recensement est perçue pour optimiser le temps et améliorer la qualité des données du recensement. Il a été souligné que, les tests de manière adéquate, sont nécessaires pour leur bonne application. Cependant, l'introduction de nouvelles technologies, pourrait être coûteuse.
4. Comme le coût unitaire des recensements ne cesse d'augmenter et que de nombreux pays sont confrontés à des contraintes financières, des analyses coûts-efficacité des autres méthodes de recensement et des autres applications (c.-à-d. traditionnelles, basées sur les répertoires, les enquêtes, l'utilisation de la technologie moderne, etc.) doivent être réalisées, avant de déterminer les activités futures liées à la mise en œuvre des recensements de la population et de l'habitat.
5. Les Principes et Recommandations de l'ONU pour les Recensements de la Population et de l'Habitat et les manuels d'accompagnement doivent être considérés comme des directives utiles pour la planification et la mise en œuvre du recensement. Dans ce contexte, les pays sont encouragés à appliquer les thèmes essentiels, recommandés par l'ONU, dans la conception de leurs questionnaires de recensement, mais les pays peuvent inclure des sujets supplémentaires pour refléter la réalité de leurs sociétés.
6. De nombreux pays surchargent les questionnaires du recensement puisque les recensements sont considérés comme une occasion de recueillir des données sur de nombreux sujets, ce qui peut augmenter le coût des recensements et aussi avoir des conséquences négatives sur la qualité des données. Il a été suggéré que les pays évaluent soigneusement la disponibilité d'autres sources, telles que les enquêtes, pour répondre aux besoins spécifiques des données, ainsi que la convenance de recueillir des données sur certains sujets complexes à travers le recensement.
7. La collaboration et la coopération entre les pays et les organisations internationales sont nécessaires pour le partage des expériences et des connaissances, ainsi que pour obtenir des informations détaillées sur les meilleures pratiques. En plus de l'organisation de visites d'étude et des ateliers de formation, les pays peuvent échanger leurs équipements ainsi que des outils et des applications développées pour le recensement, pour produire des résultats tangibles. Sur cette question, Bahreïn, étant le seul pays membre effectuant des recensements à base de registres, a exprimé sa volonté de partager son expertise et ses outils avec les autres pays membres et les participants ont applaudi cette proposition.

8. L'expertise est très importante pour fournir une assistance technique aux pays. Suite à la demande des pays d'avoir une liste d'experts, SESRIC a indiqué l'existence d'une telle liste dans sa base de données (<http://www.sesric.org/statistics-experts.php>) qui sera encore améliorée pour inclure davantage d'experts.
9. Il a été proposé d'organiser des ateliers pour les prochains cycles de recensement de la population et de l'habitat, afin de fournir des informations détaillées et à jour sur les différents aspects des recensements. À cet égard, les participants ont accueilli favorablement la suggestion faite par la CESAO d'établir un réseau entre SESRIC, BID, CESAO, FNUAP et AITRS, pour être en mesure d'organiser annuellement des ateliers plus complets et avec un budget abordable. En outre, la Division Statistique de l'ONU a informé les participants sur les plans pour le cycle de 2020, qui comprendra la mise à jour des lignes directrices de recensement, suivies par la réalisation d'ateliers régionaux de recensement comme on a fait pour le Cycle 2010.

**Séminaire sur les Pratiques de Recensement de la Population et de l'Habitat des Pays
Membres de l'OCI**

**Session IV: Voix à Suivre: Vers le Cycle des Recensements 2020 de la Population et de
l'Habitat**

Les recensements sont toujours en évolution, en termes de la façon dont ils sont définis et aussi comment ils sont menés. La diminution des ressources financières et le souci permanent de la confidentialité, ont obligé de nombreux pays à mettre en œuvre un recensement plus novateur que jamais. A quel type de défis le Cycle 2020 de la Population et de l'Habitat est censé faire face? Les panélistes donneront leurs points de vue sur l'avenir probable des recensements de la population et de l'habitat.

Modérateur: Margaret Mbogoni, UNSD

Intervenants / Panélistes: BID, SESRIC, CESA0, les pays participants

Format: La séance a pris la forme de questions et réponses à des panélistes, sans présentations formelles. Le modérateur a posé des questions communes à tous les panélistes et aussi a suivi les questions qui peuvent être pertinentes pour l'expérience nationale unique d'un panéliste. Après les séries de questions et réponses, l'audience a été invitée à poser des questions aux panélistes.

Les questions et les réponses fournies sont indiquées dans les pages suivantes.

Pour chacune des questions, les réponses des pays participants sont mentionnées par ordre alphabétique.

En raison du temps limité, il n'y a pas de retouche effectuée pour la première version. C'est uniquement destiné à compiler les réponses manuscrites originales.

QUESTIONS et REPONSES

1) L'augmentation du coût des recensements, et la disponibilité croissante de données provenant d'autres sources statistiques, soulèvent souvent des questions au sujet de la nécessité de recensements. Les recensements de la population et de l'habitat continuent-ils d'exister? Dans une telle activité statistique ample, le ciblage de la population totale est-il vraiment nécessaire, compte tenu notamment des contraintes financières rencontrées par les pays?

AFGHANISTAN:

En dépit du coût élevé des recensements, aucune autre source ne peut remplacer le recensement. Car ce dernier fournit des données sur les plus petites zones géographiques, ce qui est nécessaire pour la planification et le développement des petites zones. Les pays peuvent parfois chercher des moyens de réduire le coût du recensement.

Par exemple: Seules les données démographiques de base doivent être collectées dans le recensement, alors que les informations détaillées peuvent être obtenues grâce à des enquêtes par sondage.

BAHREIN:

Par l'amélioration de la technologie et l'amélioration des applications qui capturent un grand nombre des caractéristiques de la population et de l'habitat, qui couvrent l'ensemble de la société, je ne vois aucune valeur ajoutée au recourt à un recensement. Mais cela pourrait être utile si tous et chacun des pays améliorent leurs registres pour inclure les caractéristiques nécessaires pour le recensement et évaluer l'utilisation des données du recensement afin de décider si l'utilisation de recensement est rentable ou non.

EGYPTE:

L'augmentation du coût de recensement traditionnel est considérée comme un problème majeur pour les pays en développement. Mais aussi l'utilisation des registres administratifs est très difficile. Il n'y a pas de coopération entre les ministres qui ont refusé d'échanger des données entre eux. Donc, en attendant l'augmentation de la disponibilité des données des

registres, l'Egypte prévoit d'utiliser la Collecte de Données par Internet (IDC) pour diminuer le coût du recensement.

INDONESIE:

- En ce qui concerne la couverture des variables du recensement, il semble nécessaire d'avoir des recensements. En particulier en Indonésie, même s'il y a des numéros de cartes d'identités électroniques personnelles pour ceux qui ont déjà 17 ans ou moins mais se sont mariés, toute la population n'est pas couverte.
- Le recensement devrait demander plus d'informations sur les variables démographiques et d'habitat, plutôt que de poser trop de questions sur la santé, l'éducation, les ressources humaines, etc.
- Pour alléger le fardeau financier, il faut simplifier la méthodologie. Une enquête par sondage basée sur la liste de la population résultée du recensement peut réduire le coût.
- Employer de nouvelles Technologies d'Information et de Communications.

IRAQ:

Il y a beaucoup d'indicateurs que nous ne pouvons pas obtenir des enquêtes telles que les indicateurs de mortalité, de migration (interne et externe). La trame de données de toutes les enquêtes que nous obtenons provient du Recensement. Donc, je pense que nous avons encore besoin du recensement de la population à être mené jusqu'à faire notre base de données sur l'ensemble des activités.

MALAISIE:

Les Recensements de la Population et de l'Habitat continueront d'exister car le besoin de recensement des données l'emporte sur l'augmentation du coût. Le Recensement est nécessaire car:

- La prise de recensement est le seul moyen qui recueille de l'information sur toutes les résidences et les parcs de logements dans tout le pays
- Les informations recueillies fourniront des données de population et d'habitat à différents niveaux géographiques jusqu'à la plus petite zone.
- Le recensement donnera une vue d'ensemble des conditions sociales et de vie de la population.
- L'information obtenue est utilisée comme base pour l'octroi de subventions du gouvernement fédéral au gouvernement de l'État.
- L'information obtenue sera utilisée pour la planification, la formulation et la mise en œuvre de politiques publiques et prise de décision efficaces ainsi que pour être utilisée par les chercheurs et d'autres personnes,
- Les résultats du recensement seront utilisés comme entrée pour les estimations démographiques et les projections actuelles.

MALDIVES:

- Oui. Cependant, les agences gouvernementales/statistiques devraient également étudier les possibilités de créer des registres pour le dénombrement futur de la population et comme un mode optionnel de collecte de données.
- Des enquêtes supplémentaires peuvent compléter le rapport coût-efficacité.

NIGER:

Les Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat doivent continuer d'exister compte tenu de l'insuffisance des données de qualité sur l'Etat Civil et les sources administratives. Compte tenu de l'importance des recensements dans l'établissement des politiques pratiques, les états doivent prendre en charge leur financement

PAKISTAN:

Oui, l'élaboration des recensements de la population et de l'habitat dans le pays, après une durée de temps spécifiée, est nécessaire car elle fournit des données socio-économiques et démographiques sur tous les individus, dans un temps bien déterminé, dans un territoire bien défini. On ne peut pas avoir une autre source de données qui fournit des données à des niveaux géographiques plus bas. Ces données servent de référence pour tous les plans de développement de ce pays. Par conséquent, la réalisation du recensement est nécessaire pour la planification nationale.

PALESTINE:

- Le recensement de la population et l'habitat (PHC) continuera d'exister. Cette activité statistique énorme vise toute la population dans son ensemble. Malgré les difficultés financières, il est vraiment une condition nécessaire, en raison de l'importance de la disponibilité des données du recensement dans la préparation de plans nationaux et sous-nationaux pour le développement social et économique.
- L'augmentation du coût de la réalisation des recensements constitue un gros problème, même dans les pays riches.
- Les recensements sont encore nécessaires, car ils jouent un rôle clé dans les activités d'intégration dans l'ensemble des composants des systèmes statistiques (recensements, enquêtes et registres)

QATAR:

Au Qatar, le Recensement de 2010 était nécessaire pour fournir des données détaillées sur la population de petites régions géographiques. Le système d'enregistrement est très bon, donc la population était connue avant la réalisation du recensement, mais pas là où les gens vivaient. Il est prévu que cela sera corrigé avant le Recensement de 2020. Par conséquent, en 2020, Qatar n'aura pas besoin probablement d'un recensement complet, mais peut toujours avoir besoin d'une petite enquête pour fournir des données qui ne sont pas disponibles dans les dossiers administratifs.

ARABIE SAOUDITE:

Les recensements se poursuivront pendant un long moment, jusqu'à ce que d'autres alternatives peuvent couvrir les données fournies par le recensement, en particulier toutes les caractéristiques résidentielles et démographiques et la disponibilité de toutes les divisions géographiques telles que:

- Plein pays
- Régions Administratives
- Provinces
- Centres
- Villes
- Quartiers

SENEGAL:

- Je pense que les recensements continueront d'exister parce qu'ils fournissent la meilleure base de données pour le cadre de base de sondage et puis c'est une bonne source pour la valeur des données administratives. Il est complet et fournit toutes les caractéristiques individuelles et les caractéristiques de l'ensemble des ménages privés et collectifs. Il présente les caractéristiques de la population flottante. Et puis, la cartographie de recensement, avec l'intégration du SIG et GPS, fournit une base de données exhaustive qui comprend les caractéristiques démographiques. Les recensements des ménages sont de plus en plus nécessaires mais leur coût doit être réduit en utilisant les TIC car ils facilitent l'accessibilité et l'efficacité.
- Le défi consiste à développer des partenariats avec les pays (partager l'expérience et l'expertise de matériel TIC).
- Institutionnaliser la mise en œuvre du recensement et son financement par un décret.

DRAFT

SOUDAN:

Le recensement de la population et de l'habitat continuera d'exister. Les données provenant du système de l'état civil nous aident à faire le recensement. Dans certain cas, le système de d'état civil ne nous pas à réaliser le recensement car il incarne quelques insécurités. Nous pouvons donc utiliser l'enregistrement s'il est exact et s'il couvre l'ensemble de la population. Nous obtenons le cadre de toutes les enquêtes de recensement. Aussi la projection a besoin de données de phase que nous recevons de recensement.

TURQUIE:

À notre avis, les Recensements de Population devraient persister dans un avenir proche mais avec de nouvelles approches. Car les registres actuellement disponibles ne sont pas assez suffisants pour répondre aux besoins. Donc il est nécessaire d'effectuer des recensements afin de produire des données statistiques qui répondent à la demande des utilisateurs. Mais notre objectif est d'obtenir l'intégralité des données statistiques concernant la population à partir des registres.

UGANDA:

Le recensement de la population reste la source fiable de statistiques régionales. Dans l'intervalle, il est aussi la source la plus crédible des cadres d'échantillonnage sur lesquels les enquêtes par sondage sont basées.

Compte tenu de son importance et de l'absence d'une alternative claire et rentable, les pays n'ont pas d'autre choix que de maintenir les recensements. Cependant, des moyens novateurs qui réduisent le coût par habitant devraient être explorés.

YEMEN:

Oui, de notre point de vue, les données provenant des recensements sont nécessaires et ces données sont notre source principale. Le recensement porte sur de nombreux indicateurs et les zones qui ne sont pas fournis par le biais d'autres activités. Le recensement couvre toute la population du Sud vers le Nord et de l'Est à l'Ouest, toutes les zones géographiques du pays sont couvertes.

2) Le recensement à la base de registres est-il une option viable qui remplace le recensement traditionnel? Est-il un mode applicable de collecte de données pour les pays en développement, ou le système statistique crucial de l'état civil reste faible? À quoi ressemble la perception publique et politique qui vise à arrêter le recensement traditionnel pour une autre alternative ?

AFGHANISTAN:

Vu que l'enregistrement dans plusieurs pays est inachevé, baser le recensement sur de telles données incomplètes peut ne pas être une bonne option. En plus, l'actualisation des registres est une autre question.

Comme l'inscription dans de nombreux pays n'est pas complète, en se basant sur des données du recensement incomplet ne peut pas être une bonne option. En outre, la mise à jour registre est une autre question.

BAHREIN:

Il est essentiel de participer avec la communauté, les valeurs et les raisons d'avoir des registres et l'économie de coût, argent et ressources, aussi la précision qui peut être obtenue à partir des recensements à la base de registres plutôt que du recensement traditionnel.

Au Bahreïn, le public accepte les registres et lui fait confiance plus que le système porte-à-porte.

EGYPTE:

Les recensements à la base de registres seront une option valable en Egypte. Actuellement, le chef du CAPMAS coordonne avec le Premier Ministre afin de produire une loi pour demander tous les ministères de permettre l'échange de données entre eux pour obtenir des registres administratifs. Mais c'est seulement une tentative jusqu'à présente.

INDONESIE:

- Nous avons mené un "Enregistrement des Electeurs et Dénombrement de Population" en 2003, qui est prévu pour être mis à jour annuellement. Les données abouties sont répertoriées par nom et par adresse de toute la population d'Indonésie. Les données ont été livrées au Ministère des Affaires Intérieures pour être mises à jour annuellement, mais ça ne fonctionne pas.

UN PROFIL SUR LES EXPERIENCES ET LES PRATIQUES DE RECENSEMENT DE LA POPULATION DES PAYS MEMBRES DE L'OCI

- L'enregistrement de la population est pauvre. Les données sont basées sur la carte d'identité dont une personne peut en avoir deux ou trois.
- Nous n'avons pas de bureau d'enregistrement. La plupart des dossiers portant sur n'importe quel service social ne sont pas intégrés.
- Les politiciens en Indonésie préfèrent les données à la base de l'enregistrement.

IRAQ:

Le recensement de la population fournit aux politiciens et au gouvernement toutes les données dont ils ont besoin pour faire leurs plans et projets. Dans notre pays, nous confrontons un problème d'état civil et aussi de la statistiques démographiques, en dépit de l'existante d'un système indispensable au sein du Ministère de la Santé, de la Justice, de l'Intérieur et d'autres Ministères.

MALAISIE:

Un recensement à la base de registres est indispensable si:

- il existe des règlements par le gouvernement qui rendent obligatoire pour tous séjour de fournir des informations sur une base régulière
- le système de base de données du recensement peut être lié à d'autres systèmes de divers organismes comme le Département National d'Enregistrement, le Département de l'Immigration et des autres ainsi que la volonté de ces organismes de partager et de collaborer les informations
- il existe un système d'identification unifié de nombre (par exemple MyKad no) qui soit unique pour chaque individu.

Plus important encore, la coopération du public est nécessaire pour que le recensement à la base de registre devienne une réalité.

MALDIVES:

- le recensement à la base de registre peut être considéré comme une option viable pour le recensement traditionnel, mais il ne peut pas être remplacé par le recensement traditionnel. Pour passer à un recensement à la base de registre (RBC) il faudrait

l'existence de registres bien développés, des liens bien établis et un mécanisme d'actualisation.

- Aux Maldives, où il y a un bon système d'enregistrement essentiel, l'option est en train d'être étudiée pour développer le système d'enregistrement de l'état civil à un registre de la population. La base de données de l'éducation est en cours d'achèvement. Cependant, dans les pays en développement, il faut du temps et le renforcement des capacités pour que le recensement à la base de registre devienne un mode de collecte des données applicable.

NIGER: (Original)

Les données administratives ne peuvent pas constituer une source de remplacement des recensements de la population car elles sont incomplètes et insuffisantes pour calculer les indicateurs statistiques et démographiques.

Les pouvoirs politiques ne sont pas prêts de remplacer les recensements de population et de l'habitat par les données administratives et celles de l'état civil.

PAKISTAN:

- Oui, cette option pourrait être utilisée pour remplacer les méthodes traditionnelles de collecte de données. Mais dans des pays comme le Pakistan et d'autres pays en développement semblables, l'application de méthodes à la base de registres prendra plus de temps, car le taux d'alphabétisation de la population n'est pas très élevé, pour cette raison l'importance de telles données n'est pas ressentie par les personnes.
- L'absence de la population et la non-réponse dans cette méthode apportera plus de problèmes pour les gouvernements. Les données ainsi recueillies devront manquer d'acceptation des personnes ou des politiciens
- Avant l'utilisation de ces méthodes, le public doit être éduqué, motivé pour la fourniture de données de sorte que la couverture complète de la population pourrait être assurée. Tant que les perceptions du public et de l'autorité politique sont concernées, elles peuvent ne pas avoir beaucoup d'effet car ces dernières demanderont des données de qualité sur la population de la région, peu importe avec quelle méthode nous recueillons des données sur le terrain.

PALESTINE:

- Les recensements à la base de registres devraient être l'une des options acceptables dans tous les pays dans l'avenir, en particulier pour les pays qui ont une couverture acceptable de la population dans ces registres.
- En Palestine, il y a un enregistrement acceptable de la population, mais nous n'avons pas le pouvoir absolu pour le mettre à jour, en particulier dans l'émigration, parce qu'il est sous le contrôle israélien.
- Nous utilisons le registre dans la diffusion des statistiques de la natalité et de la mort.
- Parce que nous avons un numéro d'identification dans le recensement et dans les registres, nous pouvons conclure que nous avons un système de registre acceptable.
- La principale faiblesse de l'inscription est "pas assez d'informations".

QATAR:

Au Qatar, l'état civil est très bien. On s'attend à ce que les gens vont accepter l'information basée sur les dossiers administratifs et à ce qu'ils soient heureux de ne pas avoir à remplir le questionnaire de recensement.

ARABIE SAOUDITE:

Ils seront l'un à côté de l'autre jusqu'à ce que les dossiers de l'enregistrement soient terminés et donnent des résultats d'espoir sur la population et l'habitat. Surtout concernant les caractéristiques des uns et des autres.

Le Plan de Travail de l'Arabie Saoudite, à l'heure actuelle, concernant le système d'information national, vise à:

- L'intégration électronique entre les différentes sources de données
- Consolidation
- Accès à un langage statistiques entre tous
- Construire et développer des bases de données numériques
- Aider les organismes gouvernementaux à créer leurs propres bases de données
- Fournir des données pour couvrir les besoins des différents organismes et des chercheurs

SENEGAL:

Il s'agit d'un complément à la collecte des données intercensitaires, mais il a plus de limites que le Recensement et l'Enquête (incluant la complétude). Si l'organisation du recensement est un problème, nous avons besoin d'une forte prise de conscience des autorités administratives (ministres) pour avoir une collecte complète de ces données, ce qui est souvent considéré comme vue secondaire en option.

SOUDAN:

Le recensement à la base de registres devrait être une option acceptable dans le pays dans l'avenir. Nous avons un grand projet de l'état civil actuellement au Soudan. Donc, nous espérons couvrir tout le pays. Cependant, le recensement est utile pour les utilisateurs et le développement.

DRAFT

TURQUIE:

Si les registres sont fiables et reflètent la situation à jour; il est possible de remplacer le recensement traditionnel avec les registres administratifs. Si cela peut être réalisable, il est clair que toute société accueille ce nouveau système à la fois pour le coût, le délai et la facilité, etc.

OUGANDA:

Le recensement à la base de registres peut être une option à la prise de recensement traditionnel. Cependant, ce n'est pas susceptible de se concrétiser dans un proche avenir. Si ces registres vont être utilisés, la planification doit commencer dès maintenant afin que dans 20-30 ans, ils peuvent être utilisés.

Pour que les registres génèrent des informations de recensement de la population, ils ont besoin de prendre soin de la migration interne qui affecte les statistiques régionales.

YEMEN:

Nous n'appliquons pas le recensement à la base de registres parce que ces dossiers ne sont pas complets, l'enregistrement civil n'est pas indispensable et ses données ne sont pas fiables et ne couvrent pas l'ensemble du pays. Il y a un plan pour renforcer et améliorer le système de l'état civil. Et CSO jouera un rôle dans l'avenir avec l'autorité de l'état civile.

3) Les sujets présents couverts par un recensement sont-ils appropriés pour capter la réalité d'une société? Bien qu'il y ait l'utilité d'inclure les mêmes sujets de façon à observer les changements de circonstances socio-économiques sur une période de temps, y a-t-il de nouvelles questions que le recensement de population et de l'habitat doit saisir dans le prochain recensement?

AFGHANISTAN:

Inclure certains sujets dans le recensement est nécessaire pour la comparaison au fil du temps. Inclure de nouveaux sujets dans les recensements à venir est également nécessaire, mais les sujets à inclure dépendent de la situation dans chaque pays, c'est à dire pour un pays, un sujet peut être important, pour un autre, un autre sujet peut être important.

La Division Statistique de l'ONU devrait prendre soin des sujets fondamentaux révisés pour le futur recensement dans les principes et recommandations de la nouvelle version.

BAHREIN:

Plus de travail doit être fait sur les domaines de l'éducation et de l'emploi. Plus d'attribut doit être ajouté aux registres pour produire plus d'indicateurs et d'infos sur les caractéristiques éco-société, aussi sur les caractéristiques des TIC.

EGYPTE:

Oui, bien sûr, le recensement est apte de saisir la réalité d'une société, et s'il ne suffit pas, il y a des enquêtes spécifiques pour des détails comme sur la fertilité, la migration, l'agriculture. Ainsi, le questionnaire de recensement doit être intégré aux enquêtes, car les données de recensement sont utilisées comme base des enquêtes.

INDONESIE:

- La mobilité de la population, en particulier les navetteurs.
- Connaissance de la maladie, en particulier le VIH
- Utilisation des TIC.

IRAQ:

Les données sur la migration et la mortalité doivent être saisis dans le prochain recensement.

MALAISIE:

Les sujets couverts par un recensement doivent refléter la situation actuelle d'un pays. Les sujets démographiques tels que le sexe, l'âge, l'appartenance ethnique, la citoyenneté ainsi de suite, doivent persister puisqu'ils sont des informations indispensables dont les décideurs ont besoins.

Au cours du Cycle de Recensement de 2010 de la Population et de l'Habitat, les sujets abordés sont les suivants:

- **Population**
 - a. Caractéristiques Géographiques
 - b. Caractéristiques Sociales et Démographiques (âge, sexe, appartenance ethnique, état matrimonial, religion)
 - c. Caractéristiques de la Migration
 - d. Caractéristiques de l'Education
 - e. Caractéristiques Economiques
 - f. Fécondité et Mortalité (pour les États de Sabah, Sarawak et W.P. Labuan seulement)
- **Ménage**
 - a. Numéro de personnes par ménage
 - b. Statut de propriété
 - c. Ménage loué/ paiement de location
 - d. Articles de ménage
 - e. Gamme de revenus
 - f. Participation à des activités agricoles
- **Quartiers de Vie**
 - a. Type de quartier de vie
 - b. Nombre d'étages
 - c. Nombre total d'étages du bâtiment
 - d. Les matériaux de construction des murs extérieurs
 - e. Statut d'occupation
 - f. Nombre de pièces et de chambres à coucher
 - g. Statut de propriété

- h. Installations d'approvisionnement en eau potable
- i. installation de WC
- j. Installation de collecte des ordures

Gardant à l'esprit les changements dans les conditions socio-économiques du pays, les thèmes abordés dans le recensement devrait être réexaminé périodiquement et être réévalués en ce qui concerne les besoins en matière de renseignements que les sujets contribuent, en particulier à la lumière des besoins de nouvelles données et autres sources de données qui peuvent être disponibles.

MALDIVES:

- Il existe un besoin croissant d'intégrer les questions relatives à l'évaluation des projets de développement en cours dans le pays.
- Il est nécessaire d'inclure des questions d'habitat au niveau individuel afin d'évaluer la demande croissante de logement dans le pays.
- Les informations recueillies dans le recensement ne sont pas suffisantes pour comprendre la situation actuelle de certaines zones et il y a le fardeau auquel fait face l'ONS qui est de limiter le nombre de questions dans le recensement.

NIGER: (original)

Les recensements de population permettent de capter l'essentiel de la réalité de la société. Les études approfondies des sujets non couverts peuvent être captées à travers les enquêtes intercensitaires

Les sujets nouveaux tels que l'environnement peuvent être davantage cernés dans les enquêtes.

PAKISTAN:

- Oui, les questions et les sujets inclus dans le questionnaire du recensement pour le Pakistan sont OK et sont suffisants pour juger la réalité de la société.
- Cependant, les sujets sont généralement examinés sans perdre de vue les besoins des utilisateurs de données et des planificateurs. Si on remarque un besoin, de nouvelles questions sont ajoutées ou supprimées du questionnaire. Par conséquent, le

questionnaire et les sujets sont examinés et l'ajout / les modifications sont apportés à travers des réunions consultatives.

PALESTINE:

- Dans les Recensements Palestiniens de 1997, 2007, nous avons inclus la plupart des sujets qui pourraient être collectés à partir des recensements. Pour d'autres nouveaux besoins, les thèmes sont utiles et aptes à saisir la réalité de la société.
- Dans le Recensement de 2007, il y a environ 100 questions pour un total (100%) de dénombrement.
- En plus du contenu traditionnel, nous ajoutons des questions sur des sujets nouveaux: touristes internes, touristes internationaux, jardins d'enfants, exploitation agricole, mortalité et mortalité infantile.

QATAR:

Les questions sur les formulaires de recensement doivent toujours être examinées pour la pertinence et pour que l'information ne soit pas disponible à partir d'autres sources. Quelques questions émergentes qui pourraient avoir besoin de couverture dans le prochain Recensement à quel point les gens sont impliqués, à quel point ils sont satisfaits ou heureux, à quel point ils sont actifs, ou comment ils voient l'avenir.

ARABIE SAOUDITE:

Les matières de base sont fixées. Mais il n'y a aucune raison de répondre à certaines questions liées à la population pendant une période donnée, telles que certaines questions économiques et sociales.

Les Recensements en Arabie Saoudite couvrent tous les sujets majeurs tels que l'âge, le sexe, l'immigration, l'éducation, l'état matrimonial, la situation économique et les questions relatives à l'habitat, telles que le type de logement et le matériau de construction et d'habitation et des questions sur la société de l'information (Internet, téléphone, télévision) et les naissances et les décès, sans entrer en détail peut être pris à partir de la recherche spécialisée. Et a également recueilli des données sur l'e-mail pour le chef de famille, qui peuvent prendre avantage des études ou des enquêtes pour un certain groupe de la population.

SENEGAL:

Ils sont maintenant adaptés, mais selon le contexte des pays, les sujets pourraient changer. C'est le cas dans plusieurs pays. Mais les contraintes principales sont que les questionnaires ne doivent pas être longs, sinon la qualité des données sera plus faible.

SOUDAN:

Au cours du 5^{ème} recensement de Soudan, nous avons couvert la plupart des sujets qui pourraient être utiles et capable de saisir la réalité de la société, il y a de nouveaux enjeux que la population doit saisir dans le prochain recensement. Les thèmes abordés sont la répartition démographique de la population, les migrations, l'éducation, la main-d'œuvre, des ménages, les quartiers d'habitation. Mais dans les zones rurales, il est difficile si les données de recensement ne sont pas satisfaites ou nous avons besoin de données précises sur la main d'œuvre, la santé de la mère. Ainsi, une étude sur ce sujet peut être faite.

TURQUIE:

Selon nos évaluations, en considérant la couverture des Recensements, des sujets d'actualité abordés, permettent de capter la réalité de la société. Bien sûr il est possible d'obtenir des informations plus détaillées en demandant plus de questions. Mais la taille et le coût du recensement obligent les pays de couvrir des questions et des thèmes optimaux. D'autre part quelques nouveaux sujets peuvent être ajoutés au concept de recensement en fonction des changements dans la société et les conditions de vie.

Pour le prochain recensement, de nouveaux thèmes seront décidés, en ligne avec les besoins nationaux, et les régulations et les recommandations de l'ONU/UE

UGANDA:

Les sujets éventuellement couverts par les recensements de population sont généralement conformes aux principes et recommandations des Nations Unies. Toutefois, les ONS devraient tenir compte du fait qu'il y a des sujets socio-économiques émergents pour lesquels

UN PROFIL SUR LES EXPERIENCES ET LES PRATIQUES DE RECENSEMENT DE LA POPULATION DES PAYS MEMBRES DE L'OCI

l'information est nécessaire. Ces questions portent sur des sujets tels que la gouvernance, la vulnérabilité, etc. Les ONS doivent décider de la méthode la plus appropriée d'obtenir des données sur de tels sujets.

YEMEN:

Tous les sujets abordés par le biais du recensement permettent de capter la réalité de la société. Et le questionnaire couvre de nombreux sujets et indicateurs concernant la société. Sans doute, le recensement observe le mouvement de la société et chaque fois que la société se développe le recensement devient plus important de couvrir plus d'informations.

DRAFT

4) Pour les recensements à venir, certains pays en développement veulent explorer une approche de collecte de données multimode ou multicanal qui comprend l'auto-dénombrement via Internet et l'utilisation des appareils numériques. Quels sont les défis probables de la mise en place d'un système correspondant à l'accueillir? Comment assurer la sécurité des données soumises par l'intermédiaire de l'Internet à la fois pour l'auto-dénombrement et par l'utilisation d'appareils numériques? Quels seraient les défis de la surveillance de l'opération de recensement lorsque les données sont présentées par de multiples canaux?

AFGHANISTAN:

- La couverture peut être un problème majeur lors de l'utilisation de la collecte des données multimode. Le taux de non réponse peut augmenter considérablement.
- La surveillance du fonctionnement de recensement peut également devenir un problème majeur dans de tels recensements.
- L'incompréhension des notions et définitions par le répondeur peut être une autre question. En cas d'auto-dénombrement, les répondants sont plus susceptibles de ne pas lire les manuels d'instructions avant de remplir le questionnaire et par conséquent ne peuvent pas utiliser le concept comme définition.

BAHREIN:

C'est exactement ce que nous confrontons au Bahreïn en faisant les Recensement de 2010.

Pour surmonter ça nous avons fait ce qui suit:

- Utiliser les téléphones dans un centre d'appels locaux pour obtenir les réponses à une enquête par sondage
- Utiliser des ordinateurs portables avec une connexion Internet pour les visites latéraux quand les appels téléphoniques sont non applicables ou incomplets.
- Des visites si les appels téléphoniques sont non applicables ou incomplets.
- Utiliser le réseau de données du gouvernement pour accéder aux registres de population DB pour la récupération de données et de mises à jour.

EGYPTE:

L’Egypte a prévu d'utiliser les IDC (Internet Data Collection) pour le prochain recensement de 2016. Nous faisons le 1^{er} prétest de recensement de 2016 avec IDC en parallèle avec les interviews en face à face.

Nous allons sécuriser la collecte de données par IDBC en donnant un code de mot de passe unique pour chaque ménage. Toutes les instructions illustrées avec le formulaire sont chargées via Internet. En outre, toutes les règles de validations seront prises en considération lors du traitement des données.

INDONESIE:

- Le défi est la vérification du dénombrement double, car il n'y a aucun moyen de savoir si une personne a soumis une ou deux données.
- En Indonésie, l’Internet et les appareils numériques ne sont pas disponibles pour toute la population. La manipulation de l’Internet et des appareils numériques est faible.
- La nécessité d'une campagne massive pour informer la population sur le sujet de recensement et de la procédure du dénombrement.
- Il n'y a aucune garantie sur la sécurité des données, même le système informatique du Pentagone peut être piraté.

IRAQ:

La prise de conscience de la population est la raison pour laquelle les pays en développement n'ont pas utilisé l'internet et également les dispositifs numériques. Le suivi du recensement sera également très difficile à contrôler.

MALAISIE:

Pendant le Recensement de 2010, la Malaisie a mis en œuvre l'approche multimodale dans la prise de recensements ainsi:

- L’interview traditionnelle en face à face
- Utilisation de l’auto-dénombrement:
 - ✓ Formulaire manuel/sur papier (méthode drop-off, pick-up)
 - ✓ Formulaire électronique / Basé sur Internet (recensement électronique)

Les défis du recensement électronique:

- Les personnes interrogées doivent être fournies avec une identification d'utilisateur et un mot de passe uniques, par les agents de recensement, pour assurer l'intégrité des questionnaires retournés. Cependant, il y a des cas où les personnes interrogées n'ont pas reçu d'ID et n'étaient pas en mesure de se connecter à l'e-recensement.
- Il y a des cas où les données de l'e-recensement ne sont pas intégrées dans la base de données
- Il y a des cas de duplication de données où les données d'e-recensement ainsi que les données sur le questionnaire existent dans la base de données.

MALDIVES:

- coût financier énorme de l'investissement dans de telles nouvelles technologies.
- une expertise limitée dans la région
- la durabilité

La sécurité des données présentées nécessite un entretien rigoureux.

Cela nécessite également la confiance de la population concernant la confidentialité des données de recensement, à travers la sensibilisation du public.

NIGER: (Original)

Pour les pays en développement, l'utilisation des nouveaux moyens ou nouvelles technologies est un défi car la pénétration de l'internet est insuffisante dans les milieux ruraux. Le personnel de terrain (agents, recenseurs, contrôleurs,) n'est pas suffisamment formé.

La sécurité des données n'est pas garantie dans le contexte des pays en développement. La suppression du recensement peut également poser des problèmes lorsque les moyens modernes de communication ne sont pas suffisants (téléphone, internet, etc.)

PAKISTAN:

- Oui, il y a un bon développement, mais la seule chose est de s'assurer du fait d'avoir la liste complète des individus qui doivent être dénombrés dans le recensement. La base de sondage complète est importante pour des estimations précises.
- Puisque la sécurité des données transmises par Internet est concernée, quelques mesures de sécurité doivent être prises par le mot de passe et d'autres contrôles de sécurité. Le suivi de la couverture est important, jusqu'à ce que et à moins que les supervisions nécessaires ne sont pas introduites.

PALESTINE:

- En Palestine, nous voulons tester ces nouvelles méthodes de collecte des données.
- Pour l'Internet, qui inclut l'auto-dénombrement via Internet, nous allons le tester dans le prochain cycle de recensement, parce que nous avons des précautions contre les violations des principes de confidentialité pour les personnes en provenance d'Israël.
- Le principal problème pour l'utilisation d'Internet est l'exhaustivité, le contrôle de la qualité et le suivi.

QATAR:

Au Qatar les gens étaient capables de répondre au recensement par les questions de face à face, les questionnaires d'Internet ou par téléphone. Fusionner les informations et identifier les ménages qui ont répondu sont des problèmes mais résolubles avec l'utilisation appropriée de la technologie. La sécurité est également un problème, mais les gens apprécient avoir des options pour répondre, ce qui va avec leur vie occupée.

ARABIE SAOUDITE:

Le temps et le coût sont les grandes causes afin de déterminer l'approche de la collecte des données. Les autres technologies sont disponibles, et ces technologies sont efficaces dans les collectes de données. La technologie jouera un rôle important dans le recensement de 2020, et la zone d'étude sera parmi ceux qui sont responsables de la statistique et des entreprises de communication pour accéder à la meilleure façon de recueillir des données, pour répondre à toutes les gammes et surtout avec la révolution des appareils de communication intelligents et la connexion à Internet.

SENEGAL:

Nous devons intégrer ces paramètres dans la cartographie des DR (administration des questionnaires, y compris le soutien des personnes interrogées recueillent la préférence, et cette information pourrait être mise à jour lors de la réalisation).

- Pour le téléphone portable, une flotte de numéros dédiés doit être prête lors de la cartographie. Le niveau faible de sauvegarde où les données seront transférées lors du dénombrement doit être déterminée;
- Pour les PDA, un niveau inférieur de sauvegarde où les données seront transférées lors du dénombrement doit être déterminé;

Et la fonction de ce dispositif et la collecte des statistiques dont nous attendons lors du dénombrement, une surveillance des données pourrait être faite. Nous devons sécuriser les réseaux (en utilisant des réseaux sûrs comme l'intranet gouvernemental) afin de préserver la confidentialité de la statistique. Alors, nous pourrions attribuer des anonymes aux membres de ménages (en utilisant des codes).

SOUDAN:

L'Internet et les appareils numériques ne sont pas disponibles pour la plupart de la population. Cette question est difficile au Soudan en raison de la météo dans certaines régions, la difficulté de se déplacer d'un endroit à l'autre, l'insécurité dans de nombreux endroits, et l'ignorance de l'utilisation d'Internet. Par conséquent, il est difficile de contrôler le recensement. Mais nous espérons et nous avons un plan d'appliquer ce mode dans une grande ville et dans quelques endroits.

TURQUIE:

Il est clair que l'auto dénombrement par internet est une méthode qui réduit le coût du recensement. Cependant, l'intérêt, la sensibilisation, l'éducation, la prévalence de l'utilisation d'internet, de et dans la société, sont les principaux déterminants de l'efficacité de cette méthode. Et aussi l'utilisation et la surveillance de différentes techniques dans l'opération de recensement peuvent être très difficiles. Un recensement en deux étapes peut être pris en

considération et les études pilotes peuvent être mises en œuvre pour évaluer la pertinence de l'utilisation d'internet dans le recensement.

UGANDA:

Bien qu'il soit techniquement facile de mettre en place un système pour le dénombrement en utilisant internet, il y a certaines considérations qui doivent être prises en considération:

- a) Le niveau de couverture Internet dans le pays, en particulier dans les zones rurales
- b) La nécessité d'une liste d'adresses claires afin d'être en mesure de déterminer qui est couvert par le dénombrement par Internet
- c) Le niveau de manipulation d'ordinateur/internet par la population
- d) La nécessité de dispositions d'une solution en cas de défaillances

Défis:

- Faible couverture d'Internet, pas de couverture XXX ou initiation à l'informatique
- Lier les cas de non-réponse avec une adresse physique pour le suivi
- La nécessité de créer une sensibilisation massive auprès de la population pour coopérer
- Les mécanismes de gestion des réponses multiples (intentionnelle ou non)

YEMEN:

Sans aucun doute, il existe de nombreuses approches de collecte de données qui sont plus développées. Nous pourrions assurer que les pays en développement devraient nécessairement utiliser l'auto-dénombrement et utiliser un appareil numérique. Au Yémen, l'Internet ne couvre pas l'ensemble du pays et de nombreuses personnes ne peuvent pas utiliser Internet en raison de l'analphabétisme et du fait que l'Internet est inabordable pour eux. Aussi, ils ne réalisent pas l'utilisation d'Internet. Pour la sécurité des données, elle diffère d'un pays à l'autre en fonction de leur prise de conscience et la façon dont ils sont considérés comme un pays avancé.

5) De nombreux pays ont maintenant une forte pénétration des téléphones cellulaires. Considérez-vous que l'utilisation de téléphones cellulaires pour le recensement de la collecte de données soit similaire à l'utilisation d'Internet par les ordinateurs personnels? Pourquoi (pour oui et non)? Quel sont les défis pour l'utilisation de cette approche?

AFGHANISTAN:

C'est peut-être une bonne méthode de collecte de données. Puisque le temps et les frais de saisie des données sont économisés. Mais le coût des téléphones cellulaires PDA et la confidentialité des données doivent être correctement pris en compte.

BAHREIN:

L'utilisation d'un téléphone mobile est une bonne approche si l'on tient compte du fait que les formulaires d'application seront développés pour les téléphones mobiles et les formulaires ne vont pas être longs. S'il est nécessaire d'être long, on doit utiliser de nombreux formulaires.

EGYPTE:

L'Egypte ne va pas utiliser le téléphone comme une méthode de collecte des données du recensement. Parce qu'il y a un manque complet de variable en ligne par le téléphone et le peuple Egyptiens n'a pas assez de conscience statistique pour être positifs au sujet de cette méthode.

INDONESIE:

- Nous ne considérons pas l'utilisation d'un téléphone cellulaire pour le recensement, car il a besoin d'un protocole rigide.
- Le défi consiste à éliminer les données illégales ou non-admissibles.

IRAQ:

Non. La raison n'est que pas toute la population a un téléphone cellulaire. Donc, nous ne couvrirons pas toute la population.

MALAISIE:

Le département est ouvert à explorer de nouvelles technologies qui sont/seront disponibles pour la prise de recensement. Cependant, l'utilisation de téléphones cellulaires comme un outil, pour les agents de recenseurs, pour recueillir des données, n'est pas viable car elle est coûteuse et il y a des tendances de perte/vol. L'utilisation de téléphones cellulaires pour les répondants de répondre au questionnaire (comme l'e-recensement) est applicable seulement à ceux qui vivent dans les zones urbaines et ont accès à Internet. Ceux qui vivent dans les zones rurales et les personnes ayant un faible revenu seront probablement être couverts par cette approche.

MALDIVES:

Aux Maldives, nous avons également une couverture à 100% des téléphones cellulaires. Toutefois, la Division Statistique a des retenues sur l'utilisation des téléphones cellulaires pour la collecte des données de Recensement de 2014 pour des raisons/défis suivants:

- La Division Statistique n'a pas encore utilisé des téléphones portables pour la collecte des données dans les enquêtes et a peur d'essayer dans une vaste opération de recensement comme celle-ci.
- La gestion de l'opération en raison de la capacité technique limitée.
- Investissement lourd pour être faits pour introduire la saisie de données mobiles.
- Gestion de la technologie de sécurité après recensement.

NIGER: (Original)

Dans les pays en développement comme le Niger, la pénétration du téléphone cellulaire et de l'internet, n'est pas suffisante pour permettre d'effectuer les recensements.

Cependant, le téléphone cellulaire sert à permettre au personnel de terrain de communiquer pendant le dénombrement.

PAKISTAN:

- Oui, cette méthode peut être utilisée pour la collecte des données, mais le seul défi à relever est la confidentialité des informations et la personne autorisée qui se charge de la collecte de données par le téléphone portable.

- Il est à craindre que l'information privée peut être mal utilisée. Cependant, certaines mesures comme l'introduction du mot de passe peuvent être adoptées.

PALESTINE:

- Oui, ils sont les mêmes.
- Le principal défi est d'assurer la confidentialité et la qualité des données, ce qui conduit à la violation de la confidentialité des données.
- En Palestine, Israël a un contrôle total sur le système de communication.

QATAR

Tout est possible et, dans le cas des téléphones, comme ils deviennent plus intelligents, ils pourraient être utilisés à cette fin. Toutes les technologies possibles doivent être revues car l'objectif est de faire la collecte des données du recensement le plus indolore possible pour les ménages et les individus, afin d'obtenir leur coopération et réponses.

ARABIE SAOUDITE:

Les téléphones intelligents sont en développement. Ils auront une utilisation importante dans le futur recensement. Oui, nous allons étudier l'utilisation des téléphones mobiles dans le recensement de 2020, en raison de la propagation et la possibilité de développer les applications nécessaires, et il y a certainement des défis auxquels on doit être préparé, et les surmonter avant que la décision d'utiliser soit prise.

SENEGAL:

Ce n'est pas la même (il est cher, la durée des entrevues constitue une contrainte, la disponibilité des répondants, la longueur des questionnaires, la fiabilité des données, la compréhension du questionnaire et des concepts et la confidentialité statistique).

Intégrer ce formulaire, la cartographie doit intégrer la collecte des numéros de téléphone des chefs de ménage qui préfèrent cette option.

SOUDAN:

Non, dans la plupart des domaines, en particulier dans les zones rurales. Mais on peut l'utiliser dans les zones urbaines à l'avenir.

TURQUIE:

Dans notre pays, nous n'avons aucune expérience dans cette approche. Mais cette méthode peut être utile dans la vérification de la qualité des données. La collecte des données via les téléphones portables peut être évaluée par un recensement. Le défi est que cette méthode de collecte de données pourrait être limitée dans la mesure où il n'y a pas assez d'utilisateurs de cette technologie.

OUGANDA:

- Oui, mais pas exclusivement: Besoin de la position de repli dans l'évènement sur les caractéristiques du réseau.
- Dans certains pays, nous avons besoin de connaître le taux de pénétration du téléphone portable. Les téléphones portables par habitant peuvent ne pas être suffisants.
- Nécessité d'avoir des dispositions claires pour assurer la connectivité, à temps plein, au cours de la période de recensement.

YEMEN:

Nous ne pouvons pas supposer que cette utilisation des téléphones cellulaires est quelque chose à laquelle nous croyons puisque notre personnel technique, dans ce domaine, pourrait exprimer leurs points de vue.

6) Quels sont les domaines de coopération possibles entre les pays membres de l'OCI, dans la prise de recensement? Comment peut-on renforcer une telle coopération? Votre pays a-t-il été impliqué dans une coopération sud-sud pour les activités de recensement? Si oui, dans lesquels? Que voyez-vous comme avantages et défis pour la coopération sud-sud dans les activités de recensement?

AFGHANISTAN:

- Dans tous les domaines de la prise de recensement, les pays membres de l'OCI peuvent coopérer. Une telle coopération peut être renforcée par la ComStat-OCI et SESRIC
- Jusqu'à présent, Afghanistan n'a pas été impliqué dans la coopération Sud-Sud dans les activités de recensement.
- Les avantages d'une telle coopération est que, les pays membres peuvent tirer des leçons les uns des autres. Une telle coopération sera plus efficace puisque les pays en développement partagent de nombreuses conditions culturelles, sociales et économiques.

BAHREIN:

La coopération entre les pays membres de l'OCI devrait être:

- Renforcement des capacités
- Echange d'expérience, obstacles, méthodologies,...
- Echange d'outil, d'applications,
- Services consultatifs,
- Documentation des leçons tirées
- Location des équipements utilisés dans le recensement à d'autres pays
- Permettre aux autres pays d'utiliser les applications développées ou l'achat des outils/application pour réduire le coût.

EGYPTE:

- Établir une liste de base de données complète de toutes les compétences utiles disponibles dans la région ainsi que les pays qui n'ont pas une telle expertise
- Documentation et diffusion des expériences SSC sur une base annuelle. Cela peut aider à promouvoir la prise de conscience dans les pays.

UN PROFIL SUR LES EXPERIENCES ET LES PRATIQUES DE RECENSEMENT DE LA POPULATION DES PAYS MEMBRES DE L'OCI

- La participation de l'Égypte dans SSC dans le domaine des statistiques démographiques. L'Égypte a accueilli le 6^{ème} Symposium de Développement Africain sur le Développement Statistique (6^{ème} ASSD) en 2010, sous le thème Analyse et Utilisation des Données dans le Cycle 2010 des Recensements de la Population et de l'Habitat.

INDONESIE:

- Il est difficile de dire, car les défis des pays membres ne sont pas les mêmes. Nous devons étudier soigneusement quels sont les problèmes.
- D'après mon expérience, pour réaliser un recensement de la population, nous devons comprendre l'idée générale du pays menant le recensement.

IRAQ:

- les sujets techniques
- Par transfert, les informations de l'usage si la technologie moderne en matière de recensement
- Non.

MALAISIE:

Non applicable.

MALDIVES:

- Étant donné que beaucoup de pays de l'OCI ont déjà effectué le cycle de recensement de 2010 et d'autres envisagent de le faire, on peut faire beaucoup de choses pour renforcer mutuellement les forces en termes de partage d'expériences, apprendre les leçons des erreurs commises par les uns et les autres, sur la façon de relever les défis
- Étant donné que certains pays de l'OCI ont entrepris le recensement basé sur les registres, cela pourrait constituer une plateforme d'apprentissage pour les pays qui investissent déjà dans le développement de registres de RBC. Une bonne pratique de la façon dont le processus a démarré, l'infrastructure des TIC qui doit être mise en place, et comment les différents registres peuvent être mis à jour, la méthodologie de conduite de RBC, etc.

NIGER: (original)

Les pays membres de l'OCI peuvent collaborer dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs du recensement à travers des formations de courte durée sur la conduite des recensements, la mobilisation des ressources, la réalisation de la cartographie et le traitement des données collectées.

Les bénéfices portent sur la réduction des couts du recensement et une meilleure qualité des données.

PAKISTAN:

Les pays de l'OCI peuvent coopérer entre eux dans les domaines suivants:

- Conception des questionnaires qui peuvent avoir des sujets harmonisées sur lesquels on doit collecter des informations. Les questions /sujets peuvent être partagés avec les autres et on peut voir si les besoins des pays sont communs pour que le questionnaire harmonisé puissent être développé.
- L'utilisation de GPS / SIG dans la cartographie des recensements peut être partagée entre les pays de l'OCI.
- Les techniques de diffusion de données peuvent être partagées avec les pays de l'OCI.

PALESTINE:

- Domaines de coopération entre l'OCI
 - ✓ Des questions minimales acceptables (contenu du recensement)
 - ✓ Le partage des expériences dans les méthodologies de conduite de recensements
 - ✓ Documentation complète pour les bonnes pratiques
- Renforcement
- Accords bilatéraux et multilatéraux, qui comportent le partage d'expériences, de nouvelles méthodologies et même le partage de PDA ou de scanners ou d'autres.
- Sud-Sud

QATAR:

Qatar fait partie du GCC et il y a un partage important d'informations sur les besoins en données et les technologies qui peuvent être utilisées. Des réunions régulières sont organisées sur ces sujets.

ARABIE SAOUDITE:

- La plupart des pays sont dans une situation semblable et la coopération permettra de réduire les coûts et raccourcir le temps nécessaire pour atteindre la mise en œuvre optimale des recensements.
- GCC a mis en place le recensement de 2010, en bénéficié et a développé des questions communes et tiré profit des expériences de chacun, et profité de toutes les activités du recensement, telles que des campagnes de publicité - formation - Publié ... Et profitera de cette expérience dans la préparation et le traitement de recensement de 2020.
- Il y a de nombreux aspects de coopération entre les pays de l'OCI, dans tous les domaines, y compris le système d'état civil, logiciel, ou édition.

SENEGAL:

Développer la Coopération:

- Bilatérale (Echange d'expériences et de visites d'étude), Multilatérale (ateliers sur les étapes du recensement avec les différentes approches et médias);
- La coopération multilatérale avec les Equipes de Soutien Technique du FNUAP, Bureau du Recensement des DSNU et SESRIC;

Plaidoyer pour l'organisation régulière des recensements dans les pays membres (mission ou ateliers avec les ministres des états membres);

Oui, nous avons développé la coopération Sud-Sud avec le Cap Vert et le Brésil dans l'utilisation du PDA et avec le Maroc en utilisant la numérisation (ICR);

Ces stratégies diminuent le coût des recensements et améliorent la qualité des données et la rapidité de leur processus. Elles ont renforcé également la capacité des autres experts des pays.

SOUDAN:

Le rôle de SESRIC et de l'OCI devrait être de faciliter

- L'échange d'expériences (telles que les techniques de diffusion des données) entre les pays membres
- la progression du renforcement des capacités dans la réalisation des activités de recensement

Aussi, des sujets harmonisés pour la collecte des données ou des questions harmonisées peuvent être effectués.

TURQUIE:

La coopération dans la prise de recensement entre les Pays Membres de l'OCI peut être renforcée par l'évaluation des méthodes et processus de chacun d'entre eux. Le partage d'expériences pourrait conduire à des bénéfices mutuels pour améliorer la collecte et la diffusion des données.

OUGANDA:

L'investissement dans les PHC est massif: Les pays pourraient partager le matériel et les frais pour minimiser les coûts (Brésil Cap-Vert PDA par exemple)

YEMEN:

On peut coopérer dans plusieurs domaines comme

- exposer les expériences et les pratiques de chaque pays
- la formation entre les pays, notamment les pays avancés pourraient fournir une formation pour partager leurs expériences avec d'autres
- certains pays riches pourraient aider d'autres pays
- certains pays peuvent fournir leurs expériences à travers des méthodologies utilisées

7) Que pensez-vous du rôle de SESRIC et BID (membres permanents du bureau de la ComStat-OCI) et celui de l'ONU (UNSD, CESA0, FNUAP) dans la facilitation du renforcement des capacités pour les activités du recensement?

AFGHANISTAN:

- SESRIC peut avoir un rôle de leader dans le renforcement des capacités pour les pays membres, alors que l'ONU peut fournir l'assistance technique aux pays membres. Aussi, l'ONU peut réaliser des recherches sur les nouvelles méthodologies de la prise de recensement, l'utilisation de technologies pour le recensement, etc.
- BID peut avoir un rôle important dans le renforcement des capacités ainsi que dans le soutien financier pour quelques pays membres

BAHREIN:

Le rôle est d'aider les pays de l'OCI à évaluer leur situation actuelle et identifier leurs besoins. L'aide dans le choix des meilleures approches et stratégies dans les recensements, ainsi que la création d'un groupe de sources de l'expertise pour fournir la consultation à tous les membres.

EGYPTE:

Les Pays du Sud qui possèdent l'expertise technique dans les statistiques de population peuvent manquer de ressources financières nécessaires pour couvrir les dépenses de l'assistance technique qu'ils doivent fournir aux autres pays demandant une telle assistance.

INDONESIE:

SESRIC et BID peuvent fournir une liste d'experts, nécessaire à la réalisation de recensement de Population, particulièrement des pays de l'OCI.

IRAQ:

Les méthodes modernes d'utilisation de la technologie dans la saisie des données et la collecte de données.

MALAISIE:

Le rôle de SESRIC et BID ainsi que celui de l'ONU doit rester en tant que fournisseur d'informations sur les derniers développements dans les méthodes et les pratiques de recensements

MALDIVES:

SESRIC et les autres organismes donateurs ont un rôle éminent à jouer dans le renforcement de la capacité des activités de recensement. Il pourrait s'agir de:

- Étudier les meilleures pratiques
- Assistance technique
- Renforcer les capacités pour évaluer/analyser les données du recensement pour être utilisé comme un outil d'évaluation pour les objectifs de développement du pays et pour la prise de décision efficace
- Soutien à distance/par e-mail sur certains sujets

NIGER: (original)

Comme d'habitude, les institutions spécialisées des Nation Unies soutiennent les pays dans l'expertise technique et la mobilisation des ressources

Le SESRIC doit continuer à se positionner dans la formation des cadres impliqués dans les recensements des thématiques telles que

- conduite du recensement
- la cartographie censitaire
- le traitement et l'analyse des données
- l'enquête post censitaire de couverture, etc.

PAKISTAN:

- Les organisations (SESRIC et la BID) devraient prendre l'initiative de mener l'enquête sur les points faibles des pays de l'OCI en matière de Cycle de Recensement de la Population de 2010. Ils doivent assurer la formation dans l'amélioration du renforcement des capacités

UN PROFIL SUR LES EXPERIENCES ET LES PRATIQUES DE RECENSEMENT DE LA POPULATION DES PAYS MEMBRES DE L'OCI

- L'utilisation d'une technologie améliorée dans la réalisation du recensement de 2020 peut être introduite et des formations peuvent être dispensées sur les nouvelles techniques
- Les pratiques de diffusion des données peuvent être révisées de temps en temps et partager l'amélioration entre les pays de l'OCI.

PALESTINE:

Le rôle de SESRIC et des organisations l'ONU (UNSD, CESA0, FNUAP) est:

- Faciliter le processus de renforcement des capacités dans la réalisation des activités de recensement
- Le financement
- L'organisation d'ateliers, séminaires pour l'échange d'expériences dans les méthodologies pour la réalisation, avec succès, de recensements, notamment dans la collecte des données et la diffusion des données.

QATAR:

Nous espérons voir ces groupes organiser des réunions régionales pour discuter des nouveaux sujets du recensement de partout dans le monde, les technologies utilisées, et les meilleures façons de faire usage de registres administratifs.

ARABIE SAOUDITE:

Ils devraient indiquer les domaines de réussite réalisés par certains pays dans leurs recensements, et les partager avec d'autres pays. Les autres rôles peuvent être:

- Renforcement des capacités des spécialistes de recensement
- Organiser des ateliers sur des sujets spécifiques du recensement

SENEGAL:

- Organiser des ateliers sur la phase de renforcement des capacités du recensement (en tenant compte des différentes approches de la collecte des NTICS)
- Renforcer le plaidoyer sur l'importance de la réalisation du recensement pour la planification du développement national, dans le cadre d'ateliers ou de responsables de mission (avec les ministres en charge des statistiques)

**UN PROFIL SUR LES EXPERIENCES ET LES PRATIQUES DE RECENSEMENT DE LA POPULATION DES PAYS
MEMBRES DE L'OCI**

- Fournir au pays l'assistance technique sur demande
- Contribuer au budget des recensements et encourager d'autres donateurs à participer à la mobilisation

SOUDAN:

En matière de formation, des séminaires et des ateliers pourraient être organisés et les expériences pourraient être présentées. Le rôle de SESRIC et de l'OCI devrait être de faciliter l'avancement du renforcement des capacités dans la réalisation des activités de recensement.

TURQUIE:

Ces organisations jouent un rôle important en facilitant le renforcement des capacités des activités de recensement, particulièrement en réunissant les pays afin de partager leurs expériences et points de vue.

OUGANDA:

- Harmonisation des concepts actuels
- Coordination et facilitation du partage de connaissances et du transfert de compétences
- Compilation et partage des meilleures pratiques entre les pays membres

YEMEN:

Ils pourraient sans doute avoir un grand rôle en termes de STATCAB entre les Pays Membres de l'OCI. Nous espérons qu'ils activent leur rôle efficacement et plus profondément que jamais auparavant.